

ce poste de distinction. Nous avons été plus que favorisés d'avoir pour l'occuper un homme avec tant de capacités, et, je le prétends, nous devons de la gratitude au ministre que nous avons nommé ainsi qu'à notre pays qu'il représente.

M. CHURCH: On demande à la Chambre de voter un demi-million pour faire l'acquisition d'un emplacement pour y ériger une ambassade à Washington. Au surplus, on affecte \$130,000 pour les traitements et d'autres fins. Quand même je serais le seul député de cette Chambre à le faire, je voterais contre cette dépense. Six cent mille Canadiens sont allés chercher du travail aux Etats-Unis et cependant on vient nous demander de faire des dépenses de cette sorte. Le Gouvernement semble penser ne pouvoir rien faire pour les chômeurs du pays, rien pour les anciens combattants. Mais il a trouvé un remède au chômage. Il a découvert le "remède ambassadeur" contre le chômage au Canada. Il a nommé un ambassadeur à Washington et il va en nommer dans les pays riverains de tous les océans. Je ne suis pas en faveur du principe impliqué dans ce crédit, car il exprime l'idée que le Canada est un pays indépendant. Apparemment tout ce que le Gouvernement fera relativement à cette ambassade sera d'assurer de riches sinécures à Washington pour quelques politiciens. On a nommé un ambassadeur pour lui permettre de se pavaner avec le titre de "Son Excellence". Nous avons déjà eu des représentants à Washington et qu'ont-ils accompli? Pour ce qui est du détournement des eaux à Chicago, par exemple, ils n'ont rien fait. Les Américains ont jugé à propos de s'amuser de cette question. Qu'est-ce que le ministre des Finances, si économe, pense du train que vont les choses? Voici qu'on inscrit un crédit d'un demi-million au budget supplémentaire pour une ambassade à Washington qui ne vaudra pas cinquante sous pour la population de notre pays; elle lui fera plus de mal que de bien. En une nuit nous sommes devenus une nation. Voilà une des merveilleuses nouvelles apportées par le premier ministre, de la conférence impériale. Demain quand ce crédit sera voté, le Canada s'appellera le "Mexique du Nord". Il y a quelques semaines j'ai demandé quel drapeau allait être déployé sur l'ambassade de Washington. Le ministre de la Justice me dit: "Le même drapeau qui flotte sur le bureau du haut commissaire à Londres." Voilà un autre bureau dont le peuple canadien ne retire pas ce qu'il lui coûte. L'Union Jack ne flottera pas sur l'ambassade à Washington. Nous allons être comme une de ces seize républiques latines. Rien d'étonnant d'entendre des gens du pays

se demander si de ce train-là nous ne sommes pas à nous séparer de la mère patrie. La population n'est pas en faveur de créer une ambassade à Washington. En 1911 nous y avons envoyé MM. Fielding et Paterson, et nous savons ce qu'ils y ont fait. Ils ont presque engagé ce pays dans un pacte de réciprocité, et l'une des premières démarches de notre ambassadeur, déclare-t-on, sera de remettre sur le tapis d'ici à quelques mois la convention de réciprocité avec les Etats-Unis.

Je vais enregistrer mon vote contre le principe de ce crédit. Il est en contradiction avec les principes sur lesquels s'appuient nos relations avec la mère patrie. Le Gouvernement se propose de consacrer \$500,000 à l'acquisition d'un emplacement à Washington avant même de savoir ce que seront les fonctions de l'ambassade proposée. Autant que je puisse voir, notre ambassadeur jusqu'ici s'est contenté de faire des discours aux Etats-Unis, à New-York et autres lieux, faisant plus de mal à notre pays que de bien. Je le dirai au premier ministre, le Canada est devenu un paradis pour les millionnaires américains. Ils viennent par centaines au Canada, ils accaparent nos forces hydrauliques, nos mines et toutes nos grandes richesses naturelles. Nous n'avons pas d'argent pour les chômeurs du pays, monsieur le président. Nous n'avons pas un sou pour nos soldats, mais nous nous proposons de dépenser onze millions qui sont inscrits au budget supplémentaire. Je suis surpris de voir le ministre des Finances, qui s'efforce de paraître économe, approuver pareille folie. L'ambassadeur canadien à Washington ne sera qu'un figurant.

L'hon. M. DUNNING: Monsieur le président, je m'oppose à cet amendement parce que du point de vue tout à fait pratique, il est mal inspiré. Le chef de l'opposition propose de réduire le crédit à \$25,000. Nous pouvons, dit-il, louer un édifice de \$25,000 au lieu d'en acheter un pour moins de \$500,000. Du seul point de vue affaires, les honorables députés se diront qu'un versement annuel de \$25,000, durant vingt-cinq ans, suffirait pour éteindre, capital et intérêt, le prix d'achat de cet immeuble qui nous resterait ensuite. Tandis que d'après la méthode proposée par mon honorable ami le chef de l'opposition nous verserions indéfiniment \$25,000 chaque année sans jamais rien posséder. Avec le système proposé par le Gouvernement, nous devenons propriétaires d'un édifice dans une cité où l'immeuble augmente de valeur d'année en année, édifice situé dans l'un des plus beaux quartiers et qui conservera sa valeur actuelle, si elle n'augmente pas, durant des années. En outre, d'après les lois des Etats-Unis, notre immeuble sera exempt de taxes,